

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

SCANDALES CLÉRICAUX

L'armée et le clergé actuels sont ce que le parti républicain les a faits. Ils sont son œuvre et il est mal venu aujourd'hui, après plus de vingt années de pouvoir, à s'exclamer sur les œufs qu'il a couvés avec tant de sollicitude.

Le scandale qui a éclaté récemment à Lille excite la verve de toute la presse anticléricale, et c'est à qui publiera des listes de méfaits des frères, à faire pâlir d'envie l'ancien *Constitutionnel* de la Restauration et le *Siècle* de M. Havin.

Mais ces listes, fussent-elles même assez longues pour s'élever jusqu'au ciel, ne feraient que proclamer l'impuissance de la classe capitaliste à venir à bout de la religion, sous quelque forme qu'elle se présente. Si le cléricisme, séculier et régulier, est si dangereux, pourquoi, pourrions-nous dire aux radicaux alors que vous aviez entre les mains le pouvoir, alors que M. Clemenceau occupait dans la coulisse politique cette situation prépondérante de titulaire du fauteuil du pouvoir occulte, dont il avait expulsé Gambetta, pourquoi n'avez-vous pas rogné les ongles au serpent ? Pourquoi ne pas lui avoir brisé la tête ?

A cela, le parti républicain radical ne manquera pas de nous répondre en invoquant les actes de Jules Ferry et le discours de Gambetta à Romans, l'expulsion des congrégations non autorisées, les lois sur les biens des convents — décrets sur le papier, foudres de carton qui n'ont jamais ébranlé même les fondations du trône épiscopal, d'où les évêques, suivant la description aimable d'Anatole France, entendent en souriant, les réclamations du pouvoir civil. Jamais on n'a osé parler d'expropriation le clergé, car le menacer de lui enlever sa propriété, ne serait-ce pas en même temps provoquer à une enquête sur l'origine de la fortune bourgeoise ?

D'ailleurs, la partie jeune du clergé, qui a une certaine prise sur les masses, composée des Lemire et des Daens, peut fonder des syndicats et parler des revendications de la classe ouvrière, dans l'espoir de battre en brèche le socialisme ; mais par là même, elle tient une épée de Damoclès suspendue sur la tête des propriétaires bourgeois. « Si vous commencez l'examen de nos titres de propriété, pourraient-ils dire à un certain moment, savez-vous où le prolétariat s'arrêtera dans cette enquête. Le Concordat a replâtré la brisure faite par la Révolution entre le clergé et la classe bourgeoise, mais si ce compromis est déclaré nul, alors nous lâchons les masses populaires des Flandres et d'ailleurs à vos chausses. »

L'armée, mentionnée plus haut, est le produit des écoles religieuses, car c'est d'elles que sortent nos officiers supérieurs qui ont modelé les rangs inférieurs à leur image. Ces écoles, comme celle de la rue des Postes, le collège Stanislas et combien d'autres, peuvent montrer sur leurs registres les noms de nos amiraux et de nos généraux, et cela, parce que la République bourgeoise, bonne fille après tout, n'a pas voulu attenter à « la liberté des pères de famille. » Ce que ces collèges font pour les hautes classes ; les frères, tant attaqués récemment, le font pour ce qu'on est convenu d'appeler « les basses classes. » Le pouvoir de ces écoles est de suivre, d'après la grande théorie des jésuites, ces maîtres en politique, leurs élèves et leurs produits pendant toute leur carrière ; elles placeront un domestique comme elles feront avancer un officier. C'est pourquoi, aussi bien dans l'armée qu'ailleurs, ceux qui n'ont pas passé par la filière ecclésiastique n'avancent pas ; tous ces officiers de grade inférieur qui espéraient en Gambetta, à l'époque du Seize-Mai, ont été abandonnés

par le régime républicain et sont retombés sous la coupe des produits des écoles congréganistes.

On parle beaucoup des descendants de l'armée de Condé ; mais tant que les officiers passeront par les écoles congréganistes, l'influence du clergé sera toujours prépondérante dans l'armée. De même l'éducation des frères tient encore sous le pouvoir de l'église toute cette masse qui n'espère qu'en elle. Or, d'où vient ce pouvoir de l'église, sinon des richesses qu'elle possède, sinon des propriétés énormes qu'elle détient ?

Frappé à sa base économique, ce pouvoir chancelle et disparaît. Mais ce n'est pas la classe bourgeoise qui osera donner ce coup. Elle a osé dans son exaltation révolutionnaire, exproprier l'ennemi, s'emparer des biens du clergé ; depuis elle a passé son temps à faire pénitence.

BONNIER.

Le Parti Ouvrier Français, sera représenté par son secrétaire pour l'extérieur, Paul Lafargue, et par Gustave Delory, maire de Lille et conseiller général, à la Conférence préparatoire qui se tiendra à Bruxelles, les 27 et 28 mai, et dans laquelle sera arrêté définitivement l'ordre du jour du Congrès international de Paris de 1900.

En vue de cet ordre du jour, les Fédérations régionales et départementales du Parti sont invitées à faire parvenir au Conseil National, d'ici au 15 avril, les questions qu'elles désireraient voir porter devant les prochaines assises du Prolétariat international.

La Chambre ayant décidé, au cours de la discussion du budget, de faire état de ressources que pouvait produire la publicité établie sur les boîtes d'allumettes, nos amis Ferroul et Bénézech ont déposé — et fait adopter — le projet de résolution suivant :

« Dans aucun cas, la publicité faite sur les boîtes d'allumettes ne pourra avoir pour objet les émissions financières faisant appel à l'épargne publique. »

Nos amis Bénézech, Antide Boyer, Cadenat, Carnaud, Dufour, Ferrero, Ferroul, Krauss, Légitimus, Palix, Pastre, Sauvanet, A. Zévaès, ont voté contre l'ensemble du budget.

Au nom des élus socialistes, le citoyen Edouard Vaillant a fait la déclaration suivante :

Edouard Vaillant. Messieurs, je n'ai que quelques paroles à dire.

Aucune des réformes principales réclamées par la classe ouvrière, par le socialisme, n'est inscrite dans le budget. Ni le droit à l'existence, ni le droit au travail, ni les conditions protectrices du travail et des travailleurs ne sont garanties par le budget pas plus que par la Constitution. Nous n'avons pas pu obtenir la substitution des milices nationales aux armées permanentes, ni la suppression du budget des cultes, ni l'institution de services publics et l'organisation du travail national préparatoire de l'émancipation ouvrière, ni la réforme de l'impôt, en un mot aucune des réformes démocratiques, républicaines, ouvrières et sociales que les socialistes réclament sans cesse.

M. Morinaud. Mais vous n'avez pas demandé de réforme de l'impôt au cours de la discussion du budget. C'était à ce moment qu'il fallait la demander !

Edouard Vaillant. Nous la demandons sans cesse, à tout propos, et nous l'avons réclamée, sous toutes les formes, dans la discussion du budget. Dans ces conditions, le budget reste le compte administratif et financier du régime réactionnaire et capitaliste, le budget des institutions réactionnaires et capitalistes que nous voulons détruire et transformer (*Interruptions et exclamations sur divers bancs*), et les socialistes doivent, par conséquent, voter contre le budget, contre un budget qui n'est pas même républicain.

Telle est la déclaration que j'avais à faire au nom de mes amis socialistes. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*).

UNE INTERPELLATION

Notre ami A. Zévaès vient d'aviser le ministre de l'instruction publique qu'il interpellera, dès la rentrée de la Chambre, sur l'interdiction faite au Congrès des professeurs de l'enseignement secondaire de discuter dans leur Congrès deux des questions portées à leur ordre du jour.

LES FORMULES

La nouvelle doctrine « réaliste » prescrit au socialisme de changer de peau comme un serpent, mais elle ne nous dit pas avec quoi il devra couvrir désormais son pauvre corps dénudé et sans défense. Or, pas plus notre société que notre climat ne permettent ce costume primitif : un homme ou un parti désarmé est vite jeté par terre, dans cette lutte d'intérêts sur le terrain social, dans cette chasse au pouvoir sur le terrain politique.

La formule est la peau d'un parti ; l'une comme l'autre s'est créée par sélection et par adaptation au milieu. Ce qu'on appelle la conscience d'une classe est son arme de défense ou d'attaque contre la classe adverse. Chaque fois qu'elle s'en est servi, chaque fois qu'elle l'a revêtue, elle a pu résister, elle a fait reculer l'ennemi. L'arme doit durer autant que la circonstance qui l'a rendue nécessaire. Ici se pose la question décisive : faut-il se débarrasser des formules qui firent le parti socialiste ce qu'il est ? peut-il déposer sa cuirasse ; ou, ce qui est plus dangereux quelquefois, adopter une nouvelle tactique en plein champ de bataille ?

A en croire certains, il faut se lancer dans la mêlée, n'importe comment, s'occuper de tout ce qui se passe, se raccrocher à toutes les branches ; d'une façon ou d'une autre suivant eux, le parti socialiste sortira du combat plus fort et plus vivant, — à moins qu'il n'en sorte pas, et qu'il y reste, ce qui est encore possible. A l'origine du mouvement socialiste, on pouvait risquer les expériences ; on n'avait pas beaucoup à perdre et l'on allait en tâtonnant ; si le parti échouait d'un côté, s'il éprouvait une défaite, il était comme ces corps de partisans, qui se reforment, ou ces Philippins qui ne donnent pas prise sur eux aux troupes américaines. Mais l'époque de la lutte de guérillas est passée pour le parti socialiste international, et on ne risque pas une armée, comme une compagnie, sur un coup de dés — et dans une échauffourée.

Les formules que l'on propose d'abandonner sont nées et se sont développées avec le parti socialiste ; même cette loi des salaires, que le parti socialiste allemand a rayée de son programme d'Erfurt, a dû être d'airain, à une certaine période de la lutte, où il fallait avant tout persuader à la classe ouvrière la nécessité de la résistance, à une époque surtout où la classe bourgeoise était trop puissante pour faire aucune concession. Elle était bien vivante, alors, et surtout agissante cette loi ; et qui se reporterait aux années où Lassalle en faisait le bouclier de la classe ouvrière, ne pourra nier qu'elle n'ait contribué à la séparation tranchée entre le parti radical allemand et le parti socialiste et n'ait donné à celui-ci sa forte personnalité.

A une époque de décadence, la bourgeoisie juge à propos de retarder sa chute par des avances, par des gâteaux de miel lancés au cerbère prolétarien qui doit la dévorer, sous la forme de lois de protection du travail. Celui-ci aurait eu tort de ne pas prendre ce qu'on lui donnait, mais

il aurait plus tort encore de se laisser endormir ; il se suiciderait ainsi lui-même.

Ce jeu qu'a joué longtemps la bourgeoisie, surtout en Angleterre, présente un grand danger : elle jette le trouble dans les rangs socialistes, et développe un parti réformiste, comme à l'heure actuelle, qui, au lieu d'arracher des concessions à la classe ennemie, finit par lui en demander et par les attendre patiemment.

Si la bourgeoisie fait des concessions, c'est parce qu'elle craint le prolétariat : pourquoi le craint-elle, c'est parce qu'elle voit en lui une classe armée et prête au combat. Que celui-ci dépose ses armes, et les concessions cesseront d'elles-mêmes. C'est là un syllogisme, dont la vérité a été reconnue à toutes les périodes de luttes vives entre les classes. Pour le rendre plus clair encore par un exemple : si les ouvriers et le parti révolutionnaire n'avaient pas fait crédit au gouvernement provisoire, en 1848, ils auraient obtenu, au lieu des ateliers nationaux, des concessions plus fortes des partis bourgeois alors démoralisés par la terreur. En politique, même quand on tend une main à l'ennemi, il faut avoir l'autre sur la garde de son épée.

Ces formules, que l'on conseille d'abandonner, sont la forteresse du parti socialiste, comme dans l'hymne luthérien. Tant qu'il sera en état de lutte, et personne, espérons-le, n'ose encore prétendre que ce n'est plus le cas, il ne pourra résister et combattre qu'en sentant derrière lui ces retranchements.

Que le parti socialiste doive imposer sa solution dans toutes les questions brûlantes, rien de plus vrai, surtout, comme le disait l'ex-chancelier Caprivi, à une époque où aucun gouvernement n'agit sans se préoccuper de l'effet de son action sur la classe ouvrière. Mais, par le fait d'agir suivant sa formule de parti ; en consultant toujours son intérêt de classe, non seulement il ne perd pas, comme on dit, le Nord, mais il écarte par cela même toute possibilité de confusion et de méprise entre lui et ses alliés momentanés.

Que l'on prenne, par exemple, tel scandale religieux, comme il ne s'en présente que trop souvent. A côté des exclamations du parti anti-cléricale, des racontars contre les curés, des histoires de confessionnal et de couvent, dont retentit la presse radicale et opportuniste, sonne la note grave donnée par la presse de notre parti, la demande de confiscation des biens du clergé. Cette seule demande suffit pour faire taire bien souvent les criaileries et les emportements des anti-cléricaux qui n'aiment pas à ce qu'on touche à la propriété, même quand elle est cléricale, car cela rappelle l'ancienne expropriation dont la fortune de la bourgeoisie est faite et en annonce de nouvelles.

Si un scandale se présente dans l'armée, c'est à qui, dans la presse intellectuelle et anarchiste, s'amusera à protester contre la tyrannie du sabre, la servitude de la caserne, oubliant que le système actuel, dont beaucoup d'entre eux sont les « souteneurs », ne pourrait résister à l'attaque du socialisme, s'il n'avait pas l'armée, et remarquez-le bien, « l'armée telle qu'elle est aujourd'hui ». On se rejette alors sur les anciens souverains des armées républicaines, dorées par le lointain de la légende, oubliant qu'elles ont contribué à la perte de la République, aussi bien l'armée du Rhin, que l'armée d'Italie, car c'était une lutte entre elles à qui mettrait son chef à la tête du gouvernement ; on pense à une armée toute neuve, purifiée, au milieu d'une société qui se corrompt. Alors intervient encore la formule socialiste : « l'armée est telle que la société capitaliste l'a faite, et elle restera telle qu'elle est tant que tout ce qui la soutient et ce qu'elle soutient durera et se maintiendra. Elle

était ainsi avant l'Affaire, et elle survivra sans modification longtemps après que celle-ci sera oubliée. Donc, bonnes gens, ne vous faites pas d'illusion ! »

UNE LETTRE DE ZETKIN

La citoyenne Clara Zetkin, de la démocratie-socialiste allemande, rédactrice en chef de la Gleichheit, écrit au Conseil national une lettre dont nous extrayons les lignes suivantes :

J'ai un devoir douloureux à accomplir : c'est d'exprimer au Conseil national et au Parti Ouvrier Français mon regret et celui des femmes socialistes d'Allemagne de la perte cruelle causée par la mort de la citoyenne Aline Valette.

CLARA ZETKIN.

L'Antisémitisme démasqué

Pour remonter à neuf années, la lettre suivante de l'ami et collaborateur de Marx n'en est pas moins d'actualité par ce temps de Libre Parole et de pensée esclave.

L'antisémitisme est la marque d'une culture arriérée; et c'est pour cela qu'il ne se trouve qu'en Prusse, en Autriche ou en Russie.

Il donne aux arriérés de Prusse et d'Autriche un coup d'épaule pour les faire avancer et les porter enfin à l'étape moderne où toutes les vieilles inégalités sociales se dissolvent dans un seul et même grand antagonisme : celui des capitalistes et des salariés.

Ce n'est que là où n'existe encore ni une forte classe de prolétaires qui en est la conséquence; là où le capital est encore trop faible pour pouvoir s'emparer de toute la production nationale et est limité dans son champ d'activité à la bourse des effets; là où la production se trouve entre les mains des paysans, des propriétaires fonciers, des artisans et autres classes semblables, non sorties du Moyen âge; ce n'est que là, que le capital est de préférence juif et là seulement que règne l'antisémitisme.

Dans toute l'Amérique du Nord, où s'étaient des millionnaires dont les richesses peuvent à peine s'exprimer par nos misérables

marks, florins et francs, on ne trouverait pas un seul juif parmi ces milliardaires américains après desquels les Rotschild sont de véritables mendiants. En Angleterre même, Rotschild n'est qu'un homme à modestes moyens comparé, par exemple, à un duc de Westminster.

L'antisémitisme n'est donc pas autre chose qu'une réaction des couches sociales moyennes, condamnées à disparaître devant la société moderne essentiellement composée de capitalistes et de prolétaires.

Si l'antisémitisme est possible dans un pays, c'est la preuve que dans ce pays n'existe pas encore assez de capital. Aujourd'hui le capital et le travail salarié sont inséparables. Plus fort est le capital, plus forte aussi est la classe prolétarienne, et plus proche, par suite, la fin du règne de la classe capitaliste.

Pour nous autres allemands, au nombre desquels je range également les Viennois, je désire donc le développement le plus rapide du régime capitaliste et nullement sa paludification dans l'arrêt.

A cette considération, il convient d'ajouter que l'antisémitisme falsifie toute la situation. Il ne connaît même pas les juifs contre lesquels il tonitru. Autrement il saurait qu'ici (en Angleterre) et qu'en Amérique, grâce aux antisémites de l'Europe orientale, il saurait qu'en Turquie, grâce à l'Inquisition espagnole, il existe des milliers et des milliers de prolétaires juifs et que ces ouvriers juifs sont de tous les plus exploités et les plus misérables.

Nous devons d'ailleurs trop aux juifs... Nous ne parlons ni de Heine, ni de Boerne. Mais Marx était de pur sang juif; Lassalle également. Notre ami Victor Adler qui paie en ce moment à Vienne de plusieurs mois de prison son dévouement à la cause prolétarienne; Edouard Bernstein, le vaillant rédacteur du Sozial Demokrat; Paul Singer, un de nos plus dignes représentants du Reichstag; tous ces hommes, de l'amitié desquels je suis fier, sont des juifs. Et moi-même, est-ce qu'une certaine presse ne m'a pas transformé en juif?

Il est vrai que si j'étais condamné à choisir, j'aimerais mieux être juif que marquis ou comte un tel...

FRED. ENGELS.

Londres, mai 1890.

CONGRÈS DE PLEUTRES

Les journalistes de la bourgeoisie — républicaine ou monarchique — viennent de se réunir en Congrès à Rome, pour montrer, semble-t-il, jusqu'où peut aller leur platitude.

Tandis que les victimes de la stupide répression gouvernementale du roi Humbert souffrent dans les geôles et les prisons pour quelque article de véhémence protestation contre les atteintes portées à la liberté, pas un de ces journalistes venus à Rome n'a eu le courage d'élever la voix en faveur des camarades emprisonnés, pas un n'a osé crier l'indignation et la colère qui devrait être au moins dans le cœur de ceux qui se prétendent républicains.

Un Congrès de Pleutres — voilà tout !

J. P.

LE 1ER MAI

Pour le 1er Mai prochain sera tiré un numéro exceptionnel du SOCIALISTE avec portraits de tous les membres du Conseil National :

DOCTEUR J. BACH, conseiller municipal de Toulouse. — BENEZECH, député de l'Hérault. — BRUNELLIÈRE, conseiller municipal de Nantes. — B. CADENAT ET CARNAUD, députés des Bouches-du-Rhône. — RENÉ CHAUVIN. — G. DELORY, maire de Lille. — DUFOUR, député de l'Indre. — GABRIEL FARJAT. — FERRERO, député du Var. — FERROUL, député de l'Aude. — E. FORTIN. — J. GUESDE. — KRAUSS, député du Rhône. — PAUL LAFARGUE. — RAYMOND LAVIGNE. — H. LEGITIMUS, député, président du Conseil général de la Guadeloupe. — MILLET, conseiller municipal de Romilly. — PASTRE, député du Gard. — PEDRON. — PREVOST. — ROUSSEL, maire d'Ivry. — SAUVANET, député de l'Allier. — A. ZEVAES, député de l'Isère.

Ce numéro aura HUIT pages et sera exclusivement consacré à la fête internationale du Travail.

Il contiendra, en outre, des articles et portraits des représentants du socialisme international, tels que : W. LIEBKNECHT et Clara ZETKIN (Allemagne), V. ADLER (Autriche), G. PLEKHANOFF (Russie), ANSEELE (Belgique), ENRICO FERRI (Italie), P. IGLESIAS (Espagne), etc.

Prix par numéro..... 0.20 c.

Prix par cent franco en gare 12 fr.

Prix par mille » » 75 fr.

Les Groupes sont priés de nous adresser leurs commandes au plus tôt, pour que l'Administration puisse fixer le tirage.

Ce numéro exceptionnel ne sera livré que contre remboursement.

Adresser demandes et mandats aux Bureaux du Journal, 5, rue Rodier, Paris.

A BRUXELLES

Dimanche 2 et lundi 3 avril, ont eu lieu à Bruxelles les fêtes inaugurales — « Paques rouges », selon le mot du Parti Ouvrier Belge qui les organisait — de la nouvelle Maison du Peuple édifée rue Jean Stevens; œuvre superbe du jeune architecte Horta, pour laquelle il a été dépensé déjà un million quatre cent mille francs.

A cette occasion, le Parti Ouvrier Belge avait convoqué toutes les forces ouvrières du pays — l'« Armée rouge », comme dit la

presse bourgeoise, — et lancé une fraternelle invitation aux organisations ouvrières et socialistes d'Europe.

Le Parti Ouvrier Français était largement représenté à cette célébration à laquelle nos camarades belges avaient tenu à donner un caractère de solidarité internationale.

Le Conseil national avait spécialement délégué deux de ses membres, les citoyens G. Delory et Raymond Lavigne.

L'administration du Socialiste, le citoyen Mathias; La Fédération de la région parisienne, le citoyen Bræmer; La Fédération du Nord, son secrétaire, Delory, maire de Lille; La Fédération Girondine, son secrétaire, Raymond Lavigne; La municipalité de Lille, le citoyen Delesalle, adjoint au maire; La municipalité de Roubaix, le citoyen Carrette, maire; La municipalité d'Ivry-sur-Seine, le citoyen Michon, conseiller municipal; La section Lilloise du Parti, les citoyens Ghesquière et Devernay, conseillers généraux; La section Calaisienne et la municipalité de Calais, le citoyen Devraigne, la Maison du Peuple du Parti, le citoyen Gautrin;

L'Agglomération Bordelaise, la section d'Armentières, la section et la municipalité de Croix, la section et la municipalité d'Hellemmes, la section de Tourcoing, la section Roubaissienne, la fanfare la Paix de Roubaix, la chorale l'Union de Lille, la coopérative l'Union de Lille, la coopérative la Paix de Roubaix, la coopérative d'Armentières, les trompettes des travailleurs de Lille, conduites par leur vaillant chef, le camarade Goudin, conseiller municipal; les journaux du Parti, le Réveil du Nord, l'Égalité de Roubaix, le Combat de Calais (quotidiens) avaient aussi des délégations spéciales.

En outre, de nombreux membres des sections de Lille (580), de Roubaix (85), de Tourcoing (80), d'Armentières (14), de Paris, Epernay, Croix, Hellemmes etc., s'étaient joints aux délégués, tous portant l'insigne du Parti.

Ce qui précède ne concerne que notre Parti Ouvrier Français qui tenait une large place dans la délégation étrangère, indépendamment des autres organisations et personnalités socialistes françaises formant un nombreux contingent. L'Angleterre, la Suisse, la Hollande, la Bulgarie, l'Italie, la Russie, l'Allemagne avaient aussi des représentants.

Et de tous les pays du monde où existe un mouvement socialiste étaient arrivés d'innombrables télégrammes et adresses de sympathie.

Une foule que l'on a évaluée à plus de cent mille personnes venues de toutes les parties de la Belgique, a pendant ces deux journées encombré les divers quartiers de Bruxelles auxquels elle donnait une animation extraordinaire, et dont la plupart étaient tout pavoisés de drapeaux rouges flottant aux fenêtres, à la devanture des magasins, au faite des maisons; et tout cela sans le moindre désordre, grâce

COLLECTIVISME & PRODUCTION (1)

Table with columns for professions (Clergés, Magistral, Avocats, etc.) and corresponding numerical data for production and population.

quant une profession en dehors de la production directe, ou propriétaires et rentiers vivant de leurs revenus, doivent pourvoir à la subsistance de 38,343,192 personnes.

La société la plus parfaite est évidemment celle dont la population active est la plus nombreuse par rapport à la population totale, et dont les producteurs réels sont les plus

nombreux par rapport à la population active. Dans aucun cas ces deux derniers éléments ne peuvent être égaux, car il est impossible de se passer complètement d'intermédiaires.

ceux qui, travaillant sans produire, pourraient être supprimés par une meilleure organisation de la société.

Le grand défaut de la société actuelle, défaut irrémédiable, car il tient à son essence même, c'est de contenir une proportion énorme d'oisifs et de travailleurs qui ne produisent pas. Quelle est cette proportion ? La comparaison du nombre de ceux qui concourent directement à la production avec ceux qui n'y concourent pas ne donnerait aucune indication intéressante puisque nous avons dit que dans la société la plus parfaite il est indispensable qu'un certain nombre de personnes soient occupées à mettre les objets produits à la portée du consommateur.

Ce n'est pas tout : le nombre des producteurs n'est qu'un des facteurs de la production; l'autre facteur est le degré d'utilisation du travail de chaque producteur, en d'autres termes, il faut tenir compte à la fois de la quantité et de la qualité du travail.

ce n'est pas le nombre de bras occupés, c'est le résultat utile obtenu. Il faut donc, pour établir une comparaison complète entre deux formes sociales données, tenir compte à la fois de la proportion des travailleurs et des conditions dans lesquelles ils effectuent leur travail.

Nous allons, en conséquence, comparer à la fois la quantité et la qualité du travail utile fourni en France par la société actuelle avec la quantité et la qualité du travail qui serait fourni par la société collectiviste. Pour établir ce rapprochement sous une forme synthétique très frappante nous serons obligé de ne justifier que sommairement les suppressions ou diminutions d'unités employées dans certaines catégories. Elle s'explique bien par les principes constitutifs de la société collectiviste; mais la possibilité de leur réalisation pratique ne pourra être pleinement démontrée que dans la suite de cet ouvrage.

En attendant nous prions nos lecteurs de tenir compte de l'impossibilité où nous sommes d'aborder tous les points à la fois, et de vouloir bien admettre, sous bénéfice d'inventaire, ce que nous établissons plus loin. Ce que nous demandons n'est pas excessif puisque dans les raisonnements scientifiques on commence souvent, pour arriver à la vérité par admettre comme prouvé ce que l'on sait manifestement être absurde.

Cette étude est empruntée à l'ouvrage que vient de publier Lucien Deslinières: Application du Système Collectiviste.

